aison avec les 1857. 1875. \$1 124 \$1.08 25 15 70 30 1 00 110, 45 replate at 1 50 1 20 12'00 8 00 . .03. 11, 043 15 13 1 25 7 50. 7 00 1 25 1.25 ibérale, que te les prix, que le fer aux Etats-; bien que pays le fer l'un impôt de \$14, et Et les cos frappent andis que n franchiit plus bas ngleterre. s'anoma-

hausser dive indive inurager la concur iber les Mant avait eté entins

t que la lever les rdre de larfaite-

ment établie. Prenons toujours le coton comme point de comparaison. Voici un ouvrier qui veut en acheter 8 verges. Il devra donc donner en paiement une journée de son travail; car l'ouvrier ne gagne pas maintenant en moyenne plus de 80 centins par jour, ou 10 heures à 8 centins de l'heure. Si nous avious la protection; si les vingt millions que nous envoyons à l'étranger restaient dans le pays, comme il y a à peu près 200,000 chefs de famille ouvriers ou journaliers dans le pays, la chance de gagner pour chacun serait augmentée de \$200 ou 60 centius par jour de plus. En sorte que proportion gardée l'ouvrier qui gagne aujourd'hui 80 centins gagnerait \$1.40. Supposez que le coton valant anjourd'hni 10 centins augmente de toute l'augmentation du droit, c'est-à-dire qu'il se vende 111 centins. L'ouvrier qui en achètera 8 verges ne paiera que 92 centins, c'est-à-dire à pen près 61 de son temps. Même avec l'augmentation du prix du coton, il aura encore gagné 48 centins sur sou achat. Tandis que le manufacturier sera plus riche du profit qu'il anra fait sur cette vente, le consommateur, c'est-à-dire l'ouvrier, sera ainsi plus riche de 48 centins. Vous pouvez faire le même calcul pour chaque classe de la société car tout s'enchaîne et s'entr'aide. Si le commerce va bien l'agriculture va bien et si le peuple gagne de l'argent le commerce va bien.

Voici comment cette vérité est développée par un grand auteur sur ces matières, J. B. Say.

le If en est de même des récoltes failes par les lats et le commèrce. Quand une branche d'industrie souffre, d'autres souffrent également. Une industrie qui fructifie, en fait prospérer d'autres. "La première conséquence que l'en peut tirer de cette importante vérité, c'est que, dans tout Etat, plus les producteurs sont nombreux et les productions multipliées, et plus les débouchés sont faciles, variés et vastes. Dans les lieux qui produisent beaucoup se crée la substance avec laquelle seule on alicète : je veux dire la valeur.

"Chacun est intéressé à la prospérité de tous et la prospérité d'un genre d'Industrie est favorable à la prospérité de tous les autres. En effet, quelle que soit l'industrie qu'on cultive, le talent qu'on exerce, on en trouve d'autant mieux l'emploi et l'on en trie un profit d'autant meilleur qu'on est plus entouré de gens qui gagnent euxmêmes. Un homme de talent, que vous voyez tristement végéter dans un pays qui décline, trouverait mille emplois de ses facultés dans un pays productif, où l'on pourrait employer et payer sa capacité.

" Telle est la source des profits que les gens des villes font sur les gens des campugnes et que ceux-ci font sur les premiers. Les uns et les autres ont d'autant plus de quoi acheter qu'ils produisent davantage. Une ville entourée de campagnes productives y trouve de nombreux et riches acheteurs, et dans le voisinage d'une ville manufacturière, les produits de la campagne se vendent mieux. C'est par une distluction futile qu'on classe les nations, en nations agricoles, manufacturières ou commerçantes. Si une nation réussit dans l'agriculture, c'est une raison pour que son commerce et ses manufactures prospèrent. Si ses manufactures et son commerce deviennent florissants, son agriculture s'en

"Cela nous montre, dit-il plus loin, ce qu'il faudrait faire pour satisfaire beaucoup de nos producteurs qui se plaignent de la stagnation de nos produits. Il faudrait que certaines parties de nos provinces, dont les habitants un peu sauvages se contentent de produits peu nombreux et imparfaits, de-vinssent plus civilisés. On fait avec appareils de grands traités de paix ou de commerce pour assurer à nos producteurs de nouveaux débouchés: en l qu'on civilise une province, et les débouchés s'ouvriront d'eux-mêmes (1).

⁽¹⁾ J.-B. Say, Cours d'économie politique, vol. I, pages 311 et 350.